

Literatur zum Thema = Comptes rendus thématiques

Objektyp: **BookReview**

Zeitschrift: **Traverse : Zeitschrift für Geschichte = Revue d'histoire**

Band (Jahr): **25 (2018)**

Heft 1: **Attraktive Orte zur Aufnahme ausländischer StudentInnen =
Accueillir l'étudiant.e étranger.ère**

PDF erstellt am: **26.09.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern. Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Literatur zum Thema

Comptes rendus thématiques

Moulinier Pierre

Les étudiants étrangers à Paris au XIX^e siècle

Presses Universitaires de Rennes, Rennes 2012, 250 p., € 21,-

Au 19^e siècle, en faisant de Paris un lieu académique incontournable, la France entreprend une politique ambitieuse pour attirer de jeunes intellectuels étrangers pour leur formation. Le livre de Pierre Moulinier se focalise plus particulièrement sur les étudiants étrangers qui choisissent la capitale pour y poursuivre leurs études supérieures. Le contexte historique, celui de la compétition entre diverses universités européennes, amène la France, pour promouvoir son rayonnement intellectuel et culturel, à faciliter l'entrée de ces étudiants sur son territoire. Elle assure de cette manière son influence sur différentes régions du monde ainsi que l'établissement de soutiens à l'extérieur. De plus, les étudiants étrangers représentent un moyen pour les facultés d'accroître et de diversifier leurs effectifs. Parallèlement à cette migration voulue, une externalisation du savoir prend forme, celle des universitaires français qui vont créer des instituts d'enseignement supérieur à l'étranger ou des établissements culturels ou éducatifs.

L'auteur nous apprend que, parmi ces étudiants, si un certain nombre n'a pu trouver une intégration sur le marché universitaire de leur propre pays, on compte également ceux qui optent pour la France pour des motifs plus politiques tels que les réfugiés italiens, les carlistes espagnols, les exilés polonais ou les juifs de Russie. Cependant, les causes de ces mouvements de circulation estudiantine

sont à chercher dans l'attractivité de Paris et plus généralement de la France, le prestige de l'enseignement français et de la diplomatie française. L'envoi des jeunes intellectuels à l'étranger relève aussi d'une volonté des pays, notamment les moins développés, qui visent alors une modernisation étatique. De fait, certains détenteurs de diplômes français sont perçus comme des privilégiés dotés d'une formation solide et sérieuse. Aussi, sont-ils les plus habilités à transmettre un savoir de qualité dans le domaine éducatif par exemple, ceci d'autant plus quand des anciens étudiants créent, à leur retour au pays, des instituts selon le modèle français.

Cette diplomatie universitaire qui se met en place par le biais d'une politique offensive, dispose d'un budget consacré à l'expansion culturelle au Ministère de l'instruction publique. L'accueil de la population estudiantine étrangère se fait à travers le développement de diverses aides: des œuvres confessionnelles en faveur des minorités persécutées pour raisons religieuses, des associations d'entraide et des offres de bourses. Des comités de patronage sont créés pour accueillir et assister les étudiants. Les projets puis la réalisation de logements d'étudiants préfigurent les futures résidences universitaires. Des mesures spécifiques sont établies pour faciliter les études telles que les cours de français, les possibilités d'équivalences des diplômes et des dispenses d'examen. Il est important de mentionner la délivrance de diplômes adaptés aux étrangers tels que les certificats d'études françaises, le diplôme d'études universitaires ou le doctorat d'université.

De nombreuses statistiques relatives aux pays d'origine des étudiants montrent

que, si les Européens sont les plus nombreux, des jeunes des cinq continents sont représentés à Paris. L'évolution des effectifs sur des années ainsi que les disciplines dans lesquelles ils sont inscrits nous donnent une idée du volume global de ces migrants intellectuels ainsi que des facultés les plus prisées. Des données nous renseignent sur l'origine sociale ou la religion des étudiants. D'autres précisions portent sur le coût des études, les aides financières attribuées par les pays d'origine et les attentes que ces mêmes pays ont envers ces jeunes partis se former à l'étranger. De même, on s'instruit des conditions et des modes de déplacement par voie terrestre ou maritime empruntés par les jeunes, les formalités à effectuer et la régularisation de leur séjour dans le pays d'accueil, ainsi que les lieux et la durée des études, les résultats ou encore les performances scolaires.

Au cœur de cette expérience estudiantine, l'auteur a porté son attention sur les relations interpersonnelles. Entre compatriotes, les anciens prennent en charge le nouveau venu; les liens avec la population parisienne ou d'autres étrangers restent cordiaux et bienveillants. Toutefois, ces étudiants étrangers n'échappent guère au contrôle exercé par les consulats. Sur le plan anthropologique, l'auteur s'intéresse particulièrement à leur vie quotidienne dans le Quartier Latin, en fournissant des détails sur leur mode et leur lieu de restauration, leur lieu d'habitation, le budget consacré au repas et au logement et sur le fonctionnement des microcommunautés nationales en exil.

Si dans leur grande majorité les jeunes venus de l'étranger sont bien accueillis, il existe parfois des pratiques stigmatisantes à l'encontre d'une minorité d'entre eux. D'autres thématiques sont abordées comme les loisirs, les regroupements associatifs formels et informels, leurs engagements politiques, leur soutien à diverses

causes à travers la signature de pétitions ou leur présence à des manifestations. Plus insolite, quelques faits divers comme le tapage nocturne concernent les étudiants étrangers.

L'auteur s'interroge sur le devenir des étudiants étrangers. Le destin logique réside dans le retour au pays, lequel sera acté par la majorité des étudiants qui deviennent promoteurs de développement et sans doute aussi des ambassadeurs de la culture française. Cependant, une minorité s'installe définitivement en France, certains pour des raisons d'ordre politique et d'autres qui n'étaient plus les bienvenus dans leur pays d'origine. Leur longue présence dans le pays et leur insertion professionnelle ne pouvaient plaider qu'en faveur de leur naturalisation.

Dans cet univers intellectuel essentiellement masculin, les premières étudiantes sont avant tout des étrangères car elles s'imposent en nombre dans les universités bien avant les Françaises. Ces dernières devront revendiquer le droit de passer le baccalauréat et ensuite accéder à l'enseignement supérieur. Le combat des femmes pour être admises dans les universités fait l'objet de points importants dans cette publication. Celui pour entrer en faculté de médecine est particulièrement édifiant. En effet, il rappelle toutes les barrières que ces pionnières ont été obligées de franchir pour engager et défendre la féminisation à l'université. Les analyses mentionnent aussi leur devenir professionnel, les projets matrimoniaux, les retours au pays d'origine ou l'implantation sur le sol français.

Cet ouvrage passionnant de Pierre Moulinier est d'une écriture claire et agréable. Il révèle la problématique des étudiants étrangers de la Belle Époque. C'est un document de référence dans le champ scientifique des mobilités internationales des étudiants.

Lucette Labache (RIAM, Paris)

Liu Lisong
**Chinese Student Migration
 and Selective Citizenship**

Routledge, London 2016, 232 p., £ 36,99

Spécialiste des mouvements de migration chinoise, Lisong Liu présente dans son dernier ouvrage l'émigration des étudiants vers les Etats-Unis depuis 1978, et se concentre plus particulièrement sur leurs modes d'intégration, ainsi que leur relation à leur pays d'origine. Malgré certaines faiblesses méthodologiques, son travail propose d'intéressantes réflexions sur les liens entre identité et nationalité en se penchant sur la communauté sino-américaine, qui reste parmi les plus importantes aux USA depuis la fin des années 1980. L'auteur analyse aussi le devenir des anciens étudiants sur le marché du travail, de même que les difficultés causées par leur retour (ou non) en Chine; délicat exercice de jonglage entre *green cards* et passeports. Des quatre vagues de migrants évoquées, Liu se concentre sur les deux dernières, celles des années 1990 et 2000, caractérisées par la recherche d'une meilleure qualité de vie et des opportunités professionnelles. Cette focale privilégie ainsi les groupes qui, historiquement, retournent davantage en Chine, afin d'y bénéficier des réformes et d'un certain développement économique (chapitre 1). Ces dernières générations d'étudiants sont aussi caractérisées par une moyenne d'âge plus basse et une préférence pour les études de business et de management, dans un environnement toujours plus compétitif. Ces évolutions, apparues entre la deuxième et la troisième vague d'immigration, ne sont malheureusement pas analysées en profondeur.

Le cœur de l'ouvrage, proposant avant tout une histoire sociale, mobilise des sources riches et diverses. Pour saisir le vécu des étudiants chinois, Lisong Liu a étudié des forums et d'autres communautés virtuelles, de même que de témoi-

gnages oraux, en croisant ces points de vue avec une revue de presse et un examen de sources gouvernementales chinoises et américaines. Pourtant, l'absence d'une véritable critique des sources et un survol souvent lacunaire des ressources en ligne laissent une impression de manque de systématisme et de synthèse, qui donnent quelquefois à l'ouvrage des airs d'enquête journalistique plutôt que d'étude scientifique. De même, le rôle et la place des migrants taiwanais, qui représentaient la quasi-totalité de l'immigration chinoise entre 1942 et 1978, ne sont nullement interrogés. Idem pour les motifs politiques de l'émigration entre 1978 et le début des années 1990, passés presque totalement sous silence. Même si l'ouvrage n'affiche aucune ambition d'histoire politique, le lecteur reste parfois sur sa faim, notamment quand il est question des activités militantes des associations d'étudiants chinois.

Alors que les USA demeurent la destination la plus prisée des jeunes Chinois, y étudier est devenu un marqueur social, un article de luxe. En Chine, une véritable industrie des études à l'étranger a donc fleuri (chapitre 2). Par exemple, un pionnier du domaine, la New Oriental School, créée en 1993, persiste à vendre l'*American Dream* à grand coup de récits *rags-to-riches* et de *self-made-men*. Naturellement, les Etats-Unis cherchent à mettre ces échanges à profit, et le slogan d'EducationUSA illustre parfaitement la conception américaine des circulations estudiantines: «Foreign Students Yesterday, World Leaders Today». (67) Liu démontre ainsi comment le rêve américain est entretenu par ce secteur économique, et il note de quelle manière les Etats-Unis, en ayant par exemple permis aux étudiants chinois de rester sur leur territoire après la répression sanglante de Tian'anmen en juin 1989, n'hésitent pas à se servir de ces échanges pour promouvoir leur modèle démocratique et capitaliste.

La Chine, tout comme l'Inde, constitue un vaste bassin de recrutement pour le secteur informatique américain. Créé en 1990, le visa H-1B devait permettre aux diplômés étrangers, considérés avant tout en termes de capitaux et de compétitivité, de venir travailler aux Etats-Unis. Décrit par plusieurs associations américaines, ce programme est également critiqué par les travailleurs chinois. Liu décrit de manière très pratique les démarches pour obtenir ce visa (chapitre 3), au fil d'une longue et pénible procédure marquée par l'incertitude, qu'il qualifie d'«immoral even if legally acceptable». (120) Une vraie réflexion sur l'inégale distribution des richesses et des opportunités fait apparaître un monde aux frontières poreuses non seulement aux flux de capitaux, mais aussi à la main-d'œuvre. L'auteur interroge alors la légitimité d'une distribution égalitaire des visas malgré les évidentes inégalités dont sont victimes les «non-white migrants». (89) En démontrant que les politiques d'immigration sont avant tout dictées par le marché et les groupes d'intérêts économiques, et cela sans prêter une réelle attention à la voix des migrants, cette partie constitue un des points forts de l'ouvrage.

Dans un quatrième temps, une présentation de la communauté chinoise de Twin Cities (Minnesota), à laquelle l'auteur appartient, fait apparaître les différences avec les autres groupes asiatiques des côtes américaines, mieux connus des chercheurs. De nouvelles formes de relations communautaires, principalement au sein d'associations professionnelles, visent à rassembler plus largement que les organisations fondées sur des critères d'origines, de langue ou de logement (à l'apparition des premiers Chinatowns). Liu se penche successivement sur le rôle des écoles de langue chinoise, se détachant progressivement de l'influence du Gouvernement; sur la place des journaux en langue chinoise ou encore sur les Eglises et leurs straté-

gies de recrutement lors de l'arrivée des migrants aux Etats-Unis (chapitre 4). En plus des difficultés liées au marché du travail, le racisme connu par tous les immigrés asiatiques à divers degrés les pousse à une nécessaire solidarité, mais aussi à une réinterprétation de leur identité, en tant qu'Asiatique et non pas uniquement comme Chinois. Face aux échecs de l'*American Dream* (difficile obtention de la *green card*, plafond de verre), le *Chinese Dream* doit, depuis quelques années, servir de contre-modèle et offrir plus d'opportunités professionnelles aux Chinois ayant étudié et travaillé aux Etats-Unis. Pourtant, pour espérer rivaliser avec son équivalent américain, le rêve chinois doit encore miser sur des réformes, particulièrement dans le domaine de la liberté politique.

En fin d'ouvrage (chapitre 5), Liu développe sa conception de *selective citizenship*, afin de relativiser le stéréotype des businessmen hongkongais se jouant de la mondialisation avec leurs différents passeports. L'origine de sa réflexion provient des retours au pays, de plus en plus fréquents, de Chinois ayant étudié et travaillé à l'étranger, et spécifiquement aux Etats-Unis, pour y retrouver un certain *cultural comfort*. (180) La République populaire de Chine n'autorisant pas la double nationalité, le choix du passeport américain apparaît, dans une logique mondialisée, comme la meilleure option sur le marché du travail. Pourtant, afin de bénéficier des avantages de deux pays, le modèle *one family, two nationalities* permet à un conjoint (généralement la femme) de garder la nationalité chinoise, tandis que l'autre obtient la citoyenneté américaine. (184) Alors que le changement de nationalité en Chine représente toujours un véritable poids, non seulement administratif, mais aussi social et politique, la *green card* chinoise, créée en 2004, illustre les efforts de Pékin pour faire revenir ses talents de l'étranger. Ces développements

démontrent comment et pourquoi la nationalité ne constitue pas un facteur suffisant pour définir l'identité et la culture d'un individu. Les migrants sélectionnent en effet des éléments identitaires à différents endroits du globe, selon leurs avantages et leurs inconvénients. A l'ère de la mondialisation, plutôt que l'Etat, c'est avant tout l'individu qui se définit lui-même, en construisant activement son identité.

Cette dernière partie, qui est annoncée en couverture comme le centre de l'ouvrage, aurait gagné à être davantage approfondie, d'autant plus que les pistes amorcées s'avèrent convaincantes. Par exemple, Liu expédie en quelques lignes des concepts tels que la *translated identity* ou la *transnational citizenship*. (196) La large littérature existante sur la notion d'identité dans la mondialisation n'est pas vraiment mise à profit et, globalement, un manque de définitions handicape la démonstration de l'auteur. Même si celui-ci ouvre de prometteuses pistes d'investigation, la facture plus descriptive qu'analytique de son étude déçoit souvent.

Le concept d'*American Dream*, omniprésent, est par exemple rattaché à plusieurs notions différentes selon les chapitres et les contextes. Aucune vraie déconstruction n'en est proposée, ce qui se révèle particulièrement problématique, notamment lorsque l'auteur cherche à placer le rêve américain face au rêve chinois, explicitement promu par le président Xi Jinping depuis 2012 (chapitres 2 et 5). Liu convainc malgré tout lorsqu'il présente les désillusions auxquelles font face les étudiants chinois, et quand il rappelle que, si les frontières changent, elles ne disparaissent pas pour autant. Encore une fois, c'est aussi toute la question du nationalisme chinois, sous-jacent mais jamais détaillé, qui manque à l'appel. Celle-ci aurait notamment pu ouvrir des perspectives sur des phénomènes régulièrement annoncés puis démentis depuis des années,

tels que l'occidentalisation de la Chine ou, au contraire, la sinisation de l'Occident. Globalement, même si l'étude de Liu Li-song manque de profondeur théorique sur les questions d'identité et de nationalité, ce travail offre un efficace aperçu des problématiques majeures concernant les étudiants et les ex-étudiants chinois aux Etats-Unis.

Cyril Cordoba (Fribourg)

Svetlana Boltovskaja
**Bildungsmigranten
 aus dem subsaharischen Afrika
 in Moskau und St. Petersburg
 Selbst- und Fremdbilder**

Centaurus, Herbolzheim 2014, 465 S., € 28,80

In Zeiten, in denen Migration in Westeuropa in aller Munde ist, eröffnet Svetlana Boltovskajas Buch über afrikanische BildungsmigrantInnen in der UdSSR und in Russland ungeahnte Perspektiven auf Einwanderung und Bildung in einem wenig erforschten regionalen und zeitlichen Kontext. Aus dem heutigen westlichen Blickwinkel erscheint die Vorstellung von Russland als Migrationsziel und von russischen Universitäten als Ausbildungsstätten für angehende SpezialistInnen in Entwicklungsländern zumindest überraschend. Dabei bemühte sich die Sowjetunion seit den 1960er-Jahren aktiv und unter anderem mithilfe von Freundschaftsgesellschaften und Solidaritätskomitees darum, jungen Menschen aus dem globalen Süden eine Hochschulausbildung zu ermöglichen – selbstredend, um sie danach wieder in ihre Heimat zu schicken, bestenfalls mit guten Erinnerungen an die Sowjetunion und mit gestärkten sozialistischen Idealen: eine Rechnung, die nicht immer aufging.

Die mit 465 Seiten ausserordentlich umfangreiche Qualifikationsarbeit will das «Wechselspiel von Selbst- und Fremdbildern subsaharischer Bildungsmigran-

ten» (20) in den russischen Metropolen Moskau und St. Petersburg analysieren, mit einem Fokus auf die Periode nach 1991. Die Autorin unterteilt ihr Buch in drei grosse Abschnitte. In einer ausführlichen 20seitigen Einleitung stellt sie den Hintergrund der Studie vor und beschreibt den Forschungsverlauf bis in Details. Hier handelt die Autorin auch rasch die wissenschaftlichen Eckpunkte ihrer Arbeit ab, einschliesslich Forschungsstand, Methode und Theorie.

Der erste inhaltliche Abschnitt diskutiert die «Geschichte der Bildungsmigration aus dem subsaharischen Afrika nach Russland». Er beginnt bei den Anfängen der «afrikanischen Diaspora» in Russland im 18. Jahrhundert, (43) diskutiert Tawetter (51) und die sowjetische Afrika-Politik. (53) Nahtlos setzt die Autorin die Diskussion für das postsowjetische Russland fort, (94 ff.) präsentiert Statistiken über die Entwicklung der Studierendenzahlen, Arbeitserlaubnisse und Migrationsregelungen. Hier deutet sie auch die wichtige Verschiebung «von der Bildungs- zur Fluchtmigration» an. (139 f.) Boltovskaja skizziert die verschlungenen Lebenswege einzelner Migranten und betont die grosse soziale und biografische Vielfalt innerhalb der afrikanischen Diaspora. (186 f., 352)

Der zweite Abschnitt geht auf «Afrika und Afrikaner aus russischer Sicht» ein, diskutiert das Afrikabild der Sowjetunion und Russlands und zieht dazu besonders Beispiele aus der Populärkultur heran. Boltovskaja nimmt unter anderem Kinderliteratur, Popmusik, Filme und Fernsehserien unter die Lupe. Dabei zeichnet sie nach, wie sich das postsowjetische Interesse zunächst ganz von Afrika abwandte und die Region auf Armut, «Exotik und Kuriosität» reduzierte. Russland und Afrika wurden «zu unerwünschten Schwestern in ihrer Armut und Rückständigkeit». (336) Statt Solidarität weckte

dies aber Ressentiments und Rassismus gegenüber der afrikanischen Diaspora.

Im dritten und letzten Teil des Buchs geht die Autorin auf «Russland und Afrikaner in Russland aus afrikanischer Sicht» ein. Die «afrikanische Sicht» liefern die von der Autorin interviewten BildungsmigrantInnen, die in diesem Kapitel wieder in den Fokus der Aufmerksamkeit rücken. Dabei werden viele negative Einschätzungen deutlich sowie häufige auch in Westeuropa verbreitete Klischees über Russland. Gemäss vielen Aussagen enttäuscht Russland die afrikanischen BildungsmigrantInnen, weil sie ein «europäisches Land» erwartet haben, das sie aber nicht gefunden haben. (348 f.)

Insgesamt hinterlässt das Buch einen gemischten Eindruck. Einerseits ist es empirisch ausserordentlich reichhaltig und gespickt mit einer grossen Anzahl an neuen, überraschenden und interessanten Informationen. Andererseits fehlen eine klare Forschungsfrage, argumentative Stringenz, wissenschaftliche Bezüge sowie analytische Tiefe. Die Schwierigkeiten beginnen mit einem sehr unklaren, oberflächlichen Diskursbegriff, der lediglich aus der Sekundärliteratur gewonnen wird. Wichtig wäre unter anderem die Materialsammlung «*Vozvratit' domoi druž'jami SSSR ...*». *Obuchenie inostrancev v Sovetskom Soiuze 1956–1965* aus russischen Archiven gewesen (Krasovitskaia, Moskau 2013). Auch das Potenzial des Orientalismusbegriffs wird nicht ausgeschöpft, dabei ist er besonders im russischen Kontext spannend und nicht abschliessend diskutiert (Adeeb Khalid, «Russian History and the Debate over Orientalism», *Kritika* 1/4 [2000], 691–699; Nathaniel Knight, «Grigor'ev in Orenburg, 1851–1862: Russian Orientalism in the Service of Empire?», *Slavic Review* 59/1 [2000], 74–100). Auch wenn für ein ethnografisch orientiertes Buch die Empirie wichtiger sein mag als ein theoretischer Begriffsapparat, so ist

doch eine klare Forschungsfrage unerlässlich, um das in der Feldforschung gewonnene Material strukturiert zu analysieren. Im Forschungsstand zeigt sich die mangelnde Einbettung in die bestehende Forschungsliteratur, besonders die englischsprachige (Julie Hessler, «Death of an African Student in Moscow», *Cahiers du monde russe* 47/1–2 [2006], <http://monde-russe.revues.org/959>; interessanterweise werden auch Migranten aus Asien oft mit dem Begriff «Schwarze» bezeichnet: Jeff Saheo, «Soviet Blacks and Place Making in Leningrad and Moscow», *Slavic Review* 71/2 [2012], 331–358). Der Forschungsstand zeichnet besonders im Fall der russischsprachigen Literatur generell die Entwicklung der Afrikaforschung nach, geht aber viel weniger auf die Forschungsliteratur selbst, deren Themen, Argumente und Schwerpunkte ein (eine wichtige Auslassung ist Natalya Krylova, *Studentchestvo v obschestvenno-politicheskoi zhizni tropicheskoi Afriki*, Moskau 1982). Es gibt keine Bezugnahmen, weder positiv noch negativ, keine Hinweise darauf, was die Arbeit übernimmt oder wovon sie sich absetzen will. Unkritisch und ohne Erklärung wird der sowjetische Begriff der «sozialistisch orientierten Länder» übernommen.

Der Text will sichtlich zu viel: sowjetischer und russischer Alltag, Interviews, Popkultur – ihm fehlt ein Fokus. Vielmehr wird der Versuch einer Gesamtschau auf Jahrzehnte «afrikanischen Lebens» in Moskau und Leningrad/St. Petersburg unternommen, die angesichts der Breite des Texts oft oberflächlich ausfallen muss. An mehreren Stellen hätten man sich mehr analytische Tiefe gewünscht. Besonders augenfällig ist das bei der Diskussion russischer Fernsehserien. (324–327) Hier hätte es sich vielleicht angeboten, die beiden eingehender diskutierten Produktionen (*Afromoskauer* und *Die Legende von Tampuk*) noch genauer unter die Lupe zu

nehmen. Hier wären auch Bezugnahmen auf die Arbeiten von bell hooks interessant gewesen (zum Beispiel bell hooks, «Eating the Other: Desire and Resistance», in M. G. Durham, D. M. Kellner (Hg.), *Media and Cultural Studies – Key Works*, Oxford 1992, 366–380).

Wichtig und überraschend sind allerdings die Schlussfolgerungen, dass die afrikanischen BildungsmigrantInnen mit einer Dichotomie Russland/Europa arbeiten und «auf Russland alle Bilder übertragen, die Europa für Afrika bereit hält». (366) Sie betrachten Russland nicht als Teil des «richtigen Europas». Die Autorin zeigt so, «dass Russland und Afrika zusammen einen Diskursraum bilden» können. (366) Auch kann Boltovskaja herausstellen, dass BildungsmigrantInnen früherer, sowjetischer Generationen ein positiveres Russlandbild haben als jene, die im postsowjetischen Moskau oder St. Petersburg studieren, ja gar eine Gemeinsamkeit zwischen «Russen» und «Afrikanern» sehen. (374)

Wiederkehrende, wichtige, aber letztlich wenig überraschende Themen sind die rassistische Gewalt und die Diskriminierung in Russland. Hier belässt es der Text allerdings bei einer kursorischen Diskussion. Denkbar wären zwei Varianten gewesen: entweder eine Ursachenforschung nach dem Warum der Gewalt oder eine formale Analyse nach dem Wie des russischen Rassismus (beides im Zeitverlauf). Am Ende des zweiten Teils – der stärkste Abschnitt des Buchs – nähert sich die Autorin der Frage besonders gut an, (III.1.8) beruft sich dabei aber nur auf Aussagen der InterviewpartnerInnen, ohne diese Aussagen in eine Forschungsliteratur einzubetten. Wünschenswert wäre auch eine eingehendere Analyse der teils sehr langen Interviewpassagen, besonders im zweiten Teil des Buchs, die teils ohne Kommentar und unhinterfragt stehen bleiben. Die fehlende Ausrichtung drückt sich eben-

falls im Fehlen eines Resümees oder von Schlussfolgerungen aus. Nach einer fast 500seitigen Lektüre erwartet man deutlich mehr als ein fünfseitiges «Schlusswort»: man wünscht ein analytisches Fazit, das die Ergebnisse der Forschung auflistet. Das Schlusswort zeigt auch – abweichend von den anfangs formulierten Zielen (19 f.) –, dass die Autorin am Ende über weit mehr als über Selbst- und Fremdbilder geschrieben hat, sondern insgesamt über «die Geschichte der afrikanischen Bildungsmigration nach Russland seit dem Ende der 1950er Jahre». (403) In diesem Sinn gelingt es der Studie, eine breite Übersicht über die afrikanische Diaspora zu geben, ohne aber die vielen angerissenen Themen zu vertiefen. Gerade angesichts der aktuellen politischen Brisanz von Migrationsfragen hätte eine solche Studie nicht bei der Deskription stehen bleiben dürfen.

Philipp Casula (Manchester/Zürich)

Françoise Blum, Pierre Guidi,
Ophélie Rillon (dir.)
Etudiants africains en mouvements
Contribution à une histoire
des années 1968

Publications de la Sorbonne, Paris 2016, 366 p., € 25,-

Cet ouvrage collectif, placé sous la direction de Françoise Blum, Pierre Guidi et Ophélie Rillon, est né d'une longue aventure de recherche marquée par le constat du cloisonnement de deux champs historiographiques en plein renouvellement: l'histoire des luttes sociales et politiques en Afrique contemporaine et celle des «années 1968», à entendre comme période du développement d'une grammaire de la contestation à l'échelle mondiale. Au début du 21^e siècle, le renouveau de l'historiographie des mouvements étudiants s'inscrit en effet dans une perspective d'histoire globale et transnationale, qui prend en

compte l'émergence d'une culture mondiale de la jeunesse. Pour autant, le continent africain est quasiment absent des études sur les années 1968. Certains travaux récents inscrivent toutefois les mouvements étudiants africains dans une perspective comparatiste, dont ceux de Françoise Blum ainsi que les thèses de Burleigh Hendrickson et Matt Swagler, qui contribuent à ce volume. C'est à ce manque qu'entend remédier cet ouvrage, qui constitue l'aboutissement d'un colloque international tenu à Paris 1 – Panthéon-Sorbonne en juillet 2014.

Etudiants africains en mouvements présente donc l'originalité d'être au croisement de plusieurs champs de recherche habituellement hermétiques les uns aux autres. Par ailleurs, si l'espace étudié est essentiellement d'ancienne obédience française, quelques pays anglophones sont présents à titre comparatif (Égypte, Ouganda, Éthiopie). Cette volonté de passer outre les catégorisations se retrouve dans la prise en compte conjointe de l'Afrique du Nord (Algérie, Tunisie) et de l'Afrique subsaharienne (Guinée, Congo-Brazzaville, Dahomey, Niger, Madagascar).

Ce recueil revisite la chronologie mondiale des années 1968 pour adopter une temporalité large, allant du début des années 1960, décennie des indépendances durant laquelle les luttes se nationalisent, aux années 1980, marquées par la mise en place des plans d'ajustement structurel de la Banque mondiale. Il éclaire les spécificités des mouvements sociaux africains, reflétées par l'organisation thématique des articles. Ainsi, le laboratoire expérimental complexe que représente la construction nationale est le cadre dans lequel les acteurs de ces mouvements se mobilisent contre les accords de coopération et revendiquent l'africanisation des programmes et des enseignants. Dans un contexte politique autoritaire, l'espace scolaire, lieu de formation d'une élite destinée à fournir les futurs cadres

de l'Etat, constitue le seul espace de libre parole et de contestation et voit donc l'émergence d'un phénomène générationnel caractérisé par le désenchantement politique.

Cela implique de questionner les caractéristiques de la génération formée par les «scolaires» (collégiens, lycéens et étudiants): si ces derniers constituent un groupe social uni par un sentiment d'appartenance et des références communes (le panafricanisme, le tiers-mondisme, le marxisme), son hétérogénéité est cependant restituée dans l'ouvrage: ces étudiants, qui forment un groupe très minoritaire dans des espaces où la politique de scolarisation est tardive, ont des origines sociales et des attitudes diverses. Les aspirations de la jeunesse à la prise de parole et à la transformation sociale, qui sous-tendent les années 1968 à l'échelle mondiale, sont structurées par des caractéristiques propres aux contextes nationaux: ainsi, les rapports ambigus avec les aînés («pères de la nation», ils tiennent les rênes du pouvoir) sont croisés avec les catégories de classe (les scolaires rejoignant parfois d'autres acteurs dans leur lutte) et de genre (la figure de la jeune fille protestataire émerge durant cette période).

En outre, dans un contexte d'offre universitaire locale restreinte et de genèse de l'enseignement supérieur en Afrique, les étudiants africains sont avant tout des étudiants «en mouvement». Il y a d'abord une forte mobilité étudiante intra-africaine. Par exemple, la vocation régionale de l'Université de Dakar est remise en cause par le président Senghor qui, en répression du Mai sénégalais, renvoie les étudiants étrangers dans leur pays d'origine. Cela contribue à la création d'établissements d'enseignement supérieur dans les pays de la sous-région, mais également à l'internationalisation des luttes étudiantes et au transfert de connaissances d'un pays à l'autre. Par ailleurs, l'ancienne métropole, dans la continuité des années 1950 et en

vertu des accords de coopération culturels, accueille un grand nombre d'étudiants africains. Ainsi, la Fédération des étudiants d'Afrique noire en France (FEANF), ancien pilier des indépendances, accompagne depuis la France les mouvements étudiants dans leur lutte contre l'autoritarisme des régimes en place, le colonialisme et l'impérialisme. De plus, dans un contexte de guerre froide, des milliers de jeunes étudiants africains prennent le chemin de l'Est et assimilent le marxisme sous toutes ses formes, tout en multipliant les prises de position à l'égard de leur pays d'origine et de l'URSS. Ces diasporas étudiantes contribuent donc à la circulation de savoirs et de pratiques militantes; les étudiants africains participent bien, de ce point de vue, à l'élaboration d'une grammaire de la contestation à l'échelle mondiale. On peut cependant regretter le peu d'analyses consacrées à l'influence de ces diasporas africaines sur les mouvements sociaux de leurs pays d'accueil.

Etudiants africains en mouvements s'intègre dans les nouveaux courants historiographiques de l'histoire globale et de l'histoire connectée et se situe au croisement de plusieurs champs de recherche en renouvellement. Dans le cadre de l'étude des années 1968, il rompt par ailleurs avec une certaine «relégation africaine», comme l'écrit Michelle Zancarini-Fournel dans l'avant-propos; son mérite est de mettre l'accent sur les similarités, les circulations et les transferts politiques et culturels entre les différents espaces du continent africain. Si l'on peut déplorer certaines omissions (dont notamment la Côte d'Ivoire, qui a pourtant connu de nombreuses révoltes étudiantes), ce recueil, qui fera date dans l'historiographie des années 1968, offre une belle possibilité de décentrer notre regard et se veut un appel à d'autres travaux sur cette thématique en Afrique.

Elsa Paris (Paris)

Christophe Charle, Charles Soulié
La dérégulation universitaire
 La construction «étatisée»
 des marchés universitaires
 dans le monde

Syllepse, Paris 2015, 352 p., € 25,-

Le grand apport de cet ouvrage est de fournir des éléments d'analyse de ladite dérégulation de l'enseignement supérieur et des contre-réformes néolibérales sur un plan international, sur quatre continents (Afrique, Amériques, Asie, Europe), avec plusieurs contributions sur certains pays: Etats-Unis, Japon, France. Le Chili, la Suisse, l'Afrique de l'Ouest, le Québec, la Suède et le Maghreb complètent ce tableau contemporain de la marchandisation de l'université. La plupart de ces textes sont issus de deux journées d'études organisées par l'ARESER (Association de réflexion sur les enseignements supérieurs et la recherche), les 5 octobre 2012 et 13 décembre 2013.

Plutôt fondées sur les réformes de la dernière décennie, ces contributions remontent parfois aux années 1960, période où l'université et l'ethos académiques commencent à être remis en question, parfois même par les dirigeants politiques et économiques. Pour la France, Romuald Bodin et Sophie Orange jouent de ce temps mi-long en commençant par citer des débats parlementaires remontant à 1968... et sonnante pourtant d'une brûlante actualité.

Les différent·e·s auteur·e·s analysent, entre autres, les processus de commercialisation/privatisation de l'enseignement, la contractualisation et la précarisation des enseignant·e·s, la crise de la dette étudiante (et les coûts «ménages»), les logiques de spécialisation, de technocratisation et d'inégalités croissantes; bref, l'évolution

d'un système universitaire international n'ayant plus pour dynamique que la compétition et le classement (*ranking*).

In fine, c'est bien la question des finalités et des «usages sociaux» de l'université qui est en jeu, avec le primat croissant «de la dimension entrepreneuriale et économique» des institutions universitaires. Pour le cas suisse, Hans-Ulrich Jost, qui avait déjà abordé ces questions dans la présente revue («La science, l'Etat et la politique», *traverse* 2 [2008], p. 117-134), parle de «révolution oblique». Alors que la Suisse adhère aux accords de Bologne, en plus des deux écoles polytechniques et des dix universités, sont créées, au début du 21^e siècle, des hautes écoles spécialisées (HES) plus «professionnalisées». Et plus globalement, les frais d'inscriptions augmentent...

Charles Soulié, dans son introduction, souligne plus une logique de commercialisation/privatisation que de marchandisation. Pourtant, si l'on parle bien de «communs de la connaissance», dans le sillage de Pierre Dardot et Christian Laval, il s'agit alors de faire revenir l'université dans l'espace non marchand pour en sauver le «potentiel émancipateur et critique». H.-U. Jost n'a-t-il pas placé, en exergue de sa contribution, un extrait d'un article de Charles Kleiber, secrétaire d'Etat à l'éducation et à la recherche: «Le savoir a été longtemps un don de Dieu que nul n'était autorisé à vendre ou à acheter [...]. Il offrait la possibilité de questionner l'histoire et la société grâce à la protection qu'offrait l'Université?» («L'université doit faire sa révolution ou accepter l'insignifiance», *Le temps*, 11. 10. 1999.)

Jean-Philippe Legois et Ioanna Kasapi
 (Paris)